

CA1
EA10
94T08
REF



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1994/8 TREATY SERIES

SÉCURITÉ SOCIALE

Avenant à la Convention de 1986 sur la sécurité sociale entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement du **GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Ottawa, le 6 février 1992

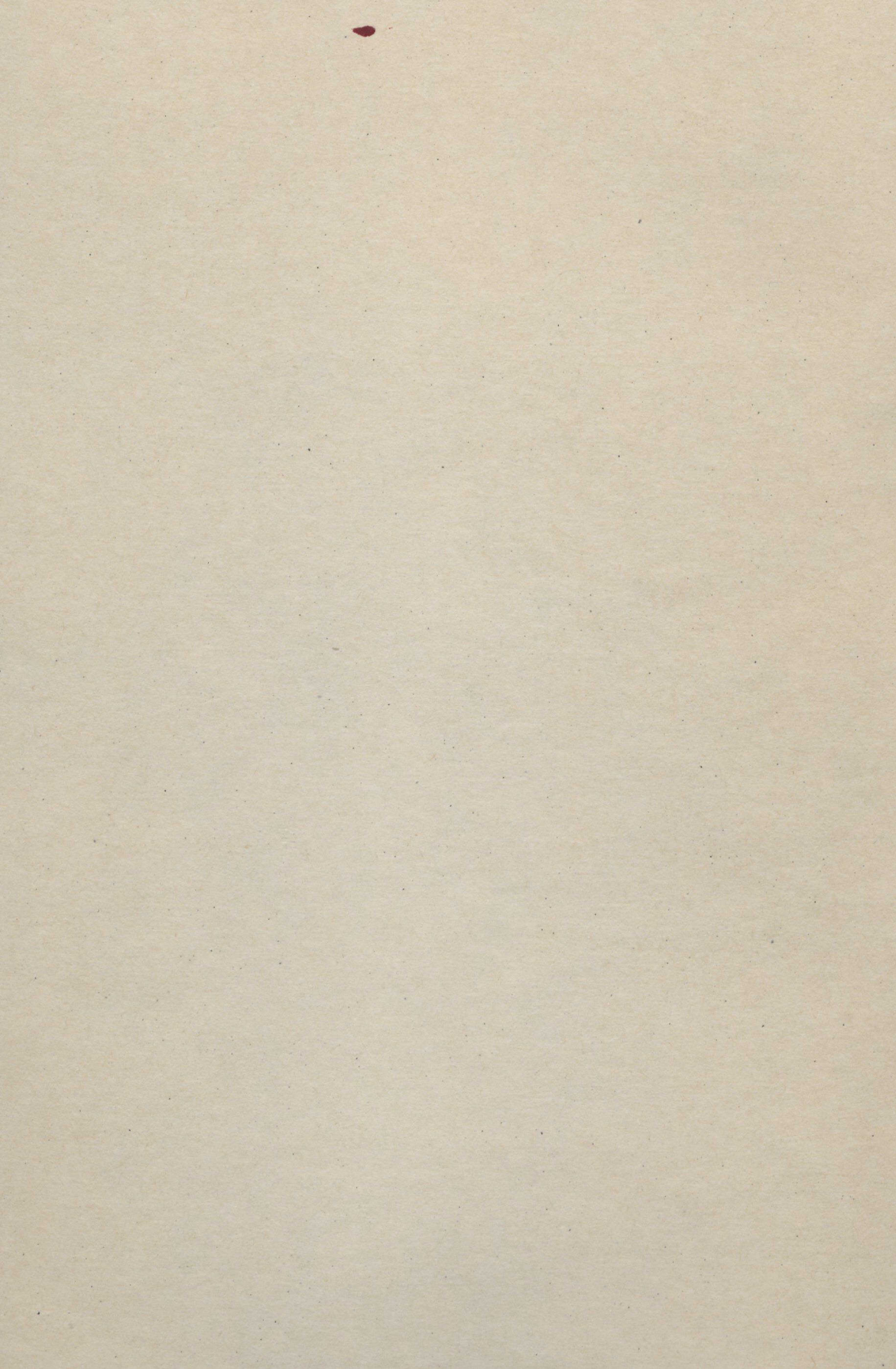
En vigueur le 1^{er} janvier 1994

SOCIAL SECURITY

Protocol to the 1986 Convention on Social Security between the Government of **CANADA** and the Government of the **GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG**

Ottawa, February 6, 1992

In force January 1, 1994





CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUL 20 1994

RECUEIL DES TRAITÉS

1994/8 RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
TREATY SERIES RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

SÉCURITÉ SOCIALE

Avenant à la Convention de 1986 sur la sécurité sociale entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement du **GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Ottawa, le 6 février 1992

En vigueur le 1^{er} janvier 1994

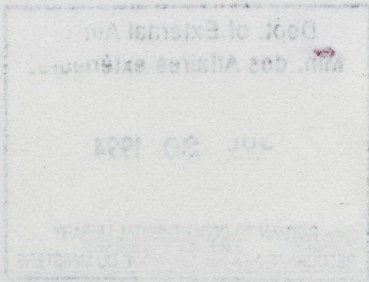
SOCIAL SECURITY

Protocol to the 1986 Convention on Social Security between the Government of **CANADA** and the Government of the **GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG**

Ottawa, February 6, 1992

In force January 1, 1994

43-268-033 (E)
43-268-034 (F) 6256001X



**AVENANT
À LA CONVENTION SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
ENTRE LE CANADA ET LE LUXEMBOURG**

Le Canada et le Grand-Duché de Luxembourg,

Désireux d'adapter la Convention aux modifications intervenues dans les législations nationales de leurs deux pays,

Ont décidé de modifier la Convention et le Protocole sur la sécurité sociale signés à Ottawa le 22^e jour de mai 1986,⁽¹⁾ et

Ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires:

le Canada,

le Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social,

et

le Grand-Duché de Luxembourg,

l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Grand-Duché de Luxembourg au Canada,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus des dispositions suivantes:

(1) Recueil des traités du Canada 1990 No 10

**PROTOCOL
TO THE CONVENTION ON SOCIAL SECURITY
BETWEEN CANADA AND LUXEMBOURG**

Canada and the Grand Duchy of Luxembourg,

Desiring to adapt the Convention to changes introduced in the national legislation of both countries,

Have decided to amend the Convention and Protocol on Social Security signed at Ottawa on May 22, 1986,⁽¹⁾ and

Have designated, to that effect, as their plenipotentiaries:

for Canada,
the Minister of National Health and Welfare,

and

for the Grand Duchy of Luxembourg,
the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the
Grand Duchy of Luxembourg to Canada,

Who, after exchanging their full powers, found in good and due form,

Have agreed as follows:

(1) Canada Treaty Series 1990 No. 10

Article I

La Convention sur la sécurité sociale entre le Canada et le Luxembourg signée à Ottawa le 22^e jour de mai 1986 est modifiée comme suit:

- (A) L'article II, paragraphe 1 (b) est remplacé par l'alinéa suivant:

« (b) en ce qui concerne le Luxembourg:

à la législation concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie.»

- (B) L'article III est remplacé par l'article suivant:

«
ARTICLE III

Sauf dispositions contraires de la présente Convention, elle s'applique aux personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'une ou des deux Parties ainsi qu'à ceux qui dérivent leurs droits de ces personnes.»

- (C) Le paragraphe 7 de l'article VI est supprimé.

- (D) Le titre III est remplacé par le texte suivant:

«
TITRE III
DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS

SECTION 1
TOTALISATION DES PÉRIODES

ARTICLE VIII

1. Si une personne n'a pas droit au versement d'une prestation parce qu'elle ne justifie pas de périodes d'assurance suffisantes aux termes de la législation d'une Partie, le droit au versement de ladite prestation est

Article 1

The Convention on Social Security between Canada and Luxembourg signed at Ottawa on May 22, 1986 shall be amended as follows:

- (A) The following paragraph shall replace paragraph 1 (b) of Article II:

" (b) with respect to Luxembourg:

to the legislation concerning pension insurance in the case of old age, disability or survivors."

- (B) The following article shall replace Article III:

" ARTICLE III

Unless otherwise provided in this Convention, it shall apply to persons who are or who have been subject to the legislation of one or both Parties as well as those who derive their rights from these persons."

- (C) Paragraph 7 of Article VI is deleted.

- (D) The following text shall replace Part III:

" PART III
PROVISIONS CONCERNING BENEFITS

CHAPTER 1
TOTALIZING OF PERIODS

ARTICLE VIII

1. If a person is not entitled to the payment of a benefit because he or she has not accumulated sufficient periods of insurance under the legislation of a Party, entitlement to the payment of that benefit shall be determined by

déterminé en totalisant lesdites périodes et celles spécifiées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, pour autant que lesdites périodes ne se superposent pas.

2. (a) Aux fins de l'ouverture du droit à une prestation aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada, une période d'assurance aux termes de la législation luxembourgeoise ou une période de résidence au Luxembourg, à compter de l'âge auquel les périodes de résidence au Canada sont admissibles aux fins de ladite Loi, est considérée comme période de résidence au Canada.
 - (b) Aux fins de l'ouverture du droit à une prestation aux termes du Régime de pensions du Canada, une année civile comptant au moins 67,5 jours ou trois mois d'assurance aux termes de la législation luxembourgeoise est considérée comme une année à l'égard de laquelle des cotisations ont été versées aux termes du Régime de pensions du Canada.
3. (a) Aux fins de l'ouverture du droit à une pension de vieillesse aux termes de la législation luxembourgeoise, les périodes admissibles aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada, exprimées en mois, se situant avant le 1^{er} janvier 1966, et les périodes admissibles aux termes du Régime de pensions du Canada, exprimées en années, ainsi que les périodes admissibles aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada, exprimées en mois, qui ne sont pas prises en compte au titre du Régime de pensions du Canada et se situant après le 31 décembre 1965, sont considérées comme périodes valablement couvertes de cotisations aux termes de la législation luxembourgeoise.
 - (b) Aux fins de l'ouverture du droit à une pension de vieillesse anticipée entre l'âge de 57 ans et l'âge de 60 ans ou à une pension d'invalidité ou de survie

totalizing these periods and those specified in paragraphs 2 and 3 of this Article, provided that these periods do not overlap.

2. (a) For purposes of determining entitlement to a benefit under the Old Age Security Act of Canada, a period of insurance under the legislation of Luxembourg or a period of residence in Luxembourg, after the age at which periods of residence in Canada are creditable for purposes of that Act, shall be considered as a period of residence in Canada.
- (b) For purposes of determining entitlement to a benefit under the Canada Pension Plan, a calendar year including at least 67.5 days or three months of insurance under the legislation of Luxembourg shall be considered as a year for which contributions have been made under the Canada Pension Plan.
3. (a) For purposes of determining entitlement to an old age pension under the legislation of Luxembourg, periods creditable under the Old Age Security Act of Canada, expressed in months, which were completed before January 1, 1966 and periods creditable under the Canada Pension Plan, expressed in years, as well as periods creditable under the Old Age Security Act of Canada, expressed in months, which are not part of periods creditable under the Canada Pension Plan and which have been completed after December 31, 1965 shall be considered as periods validly covered by contributions under the legislation of Luxembourg.
- (b) For purposes of determining entitlement to an anticipatory old age pension between the age of 57 and 60 years or a disability or survivor's pension under the legislation of Luxembourg, creditable periods under the Old Age Security Act of Canada, expressed in months, which were completed before January 1, 1966, and creditable periods under the

aux termes de la législation luxembourgeoise, les périodes admissibles aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse du Canada, exprimées en mois, se situant avant le 1^{er} janvier 1966, et les périodes admissibles aux termes du Régime de pensions du Canada, exprimées en années et se situant après le 31 décembre 1965, sont considérées comme périodes valablement couvertes de cotisations aux termes de la législation luxembourgeoise.

Pour la computation des périodes d'assurance aux termes de la législation du Canada prévues, une année correspond aux termes de la législation luxembourgeoise à 12 mois.

4. Les périodes qui, en vertu de la législation luxembourgeoise, ont pour effet de prolonger la période de référence au cours de laquelle doit avoir été accompli le stage requis pour l'octroi des pensions d'invalidité et de survie sont également prises en considération si ces périodes sont accomplies sur le territoire du Canada.
5. Le paragraphe 3 (b) est applicable par analogie pour la mise en compte conformément à la législation luxembourgeoise d'une période d'assurance suivant la naissance d'un enfant en faveur de l'assuré qui se consacre à son éducation. L'application de la disposition qui précède est subordonnée à la condition que l'assuré ait accompli en dernier lieu des périodes d'assurance au titre de la législation luxembourgeoise.

ARTICLE IX

Si, après totalisation des périodes d'assurance comme le prévoit l'article VIII de la présente Convention, une personne n'a pas droit à une prestation parce qu'elle ne justifie pas de périodes d'assurance suffisantes aux termes de la législation des deux Parties, le droit à ladite prestation est déterminé par totalisation desdites périodes et des périodes d'assurance aux termes de la

Canada Pension Plan, expressed in years and completed after December 31, 1965 shall be considered as periods validly covered by contributions under the legislation of Luxembourg.

For the computation of periods of insurance under the aforementioned legislation of Canada, one year shall correspond to 12 months under the legislation of Luxembourg.

4. The periods which, under the legislation of Luxembourg, result in the extension of the reference period during which the period required for entitlement to disability and survivor's pensions must be completed, shall also be taken into account if these periods are completed in the territory of Canada.
5. Paragraph 3(b) shall apply by analogy for the purpose of crediting, in accordance with the legislation of Luxembourg, the period of insurance following the birth of a child on behalf of the insured person responsible for the child's education. The application of the preceding provision is conditional upon the insured person having last completed periods of insurance under the legislation of Luxembourg.

ARTICLE IX

If, after totalizing insurance periods as provided in Article VIII of this Convention, a person is not entitled to a benefit because he or she has not accumulated sufficient periods of insurance under the legislation of both Parties, entitlement to that benefit shall be determined by totalizing these periods and the periods of insurance under the legislation of a third State with which both Parties are bound by an international social security instrument which provides for totalizing of periods of insurance.

législation d'un État tiers avec lequel les deux Parties sont liées par un instrument international de sécurité sociale prévoyant la totalisation de périodes d'assurance.

ARTICLE IX bis

1. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie n'atteint pas une année, l'institution compétente de cette Partie n'est pas tenue d'accorder une prestation au titre desdites périodes, sauf si en vertu de ces seules périodes un droit à prestation est acquis en vertu de la législation qu'elle applique.
2. Si, d'après la législation luxembourgeoise, un droit à pension n'est pas acquis, les cotisations versées sur le compte de l'assuré lui sont remboursées à l'expiration de la soixante-cinquième année d'âge conformément à cette législation.

SECTION 2

PRESTATIONS AUX TERMES DE LA LÉGISLATION DU CANADA

ARTICLE X

1. Si une personne a droit au versement d'une pension ou d'une allocation au conjoint aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, uniquement en vertu de l'application des dispositions relatives à la totalisation énoncées à la Section 1 du présent Titre, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la pension ou de l'allocation au conjoint payable en conformité des dispositions de ladite Loi qui régissent le versement de la pension partielle ou de l'allocation au conjoint, uniquement en fonction des périodes de résidence au Canada admissibles aux termes de ladite Loi.
2. Les dispositions du paragraphe premier s'appliquent également à une personne qui a droit au versement d'une pension au Canada mais qui n'a pas résidé au Canada

ARTICLE IX bis

1. If the total length of the periods of insurance completed under the legislation of a Party is less than one year, the competent institution of that Party shall not be obliged to award a benefit in respect of those periods, unless, on the basis solely of these periods, the person is entitled to a benefit under the legislation being applied by that institution.
2. If, under the legislation of Luxembourg, a person is not entitled to a pension, the contributions credited to the insured person shall be reimbursed to him or her at the end of his or her sixty-fifth year in conformity with this legislation.

CHAPTER 2

BENEFITS UNDER THE LEGISLATION OF CANADA

ARTICLE X

1. If a person is entitled to the payment of a pension or a spouse's allowance under the Old Age Security Act, solely through the application of the totalizing provisions described in Chapter 1 of this Part, the competent institution of Canada shall determine the amount of the pension or spouse's allowance payable in conformity with the provisions of that Act governing the payment of a partial pension or spouse's allowance, exclusively on the basis of the periods of residence in Canada creditable under that Act.
2. The provisions of the first paragraph shall also apply to a person who is entitled to the payment of a pension in Canada but who has not resided in Canada for the minimum period of residence required by the Old Age Security Act for payment of a pension outside Canada.

pendant la période de résidence minimale exigée par la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour avoir droit au versement d'une pension hors du Canada.

3. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention,
 - (a) l'institution compétente du Canada n'est pas tenue de verser une pension de sécurité de la vieillesse hors du Canada à moins que les périodes de résidence totalisées conformément aux dispositions de la Section 1 du présent Titre ne soient au moins égales à la période minimale de résidence au Canada exigée par la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour ouvrir le droit au versement de la pension hors du Canada, et
 - (b) l'allocation au conjoint et le supplément de revenu garanti ne sont payables hors du Canada que dans la mesure permise par la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

ARTICLE XI

Si une personne a droit au versement d'une prestation aux termes du Régime de pensions du Canada, uniquement en vertu de l'application des dispositions de la Section 1 du présent Titre relatives à la totalisation, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la prestation comme suit:

- (a) la composante liée aux gains de la prestation en question est calculée en conformité des dispositions du Régime de pensions du Canada, uniquement en fonction des gains ouvrant droit à pension crédités aux termes dudit Régime; et

3. Notwithstanding any other provision of this Convention,
 - (a) the competent institution of Canada shall not be liable to pay an Old Age Security pension outside Canada unless the periods of residence, when totalized in conformity with the provisions of Chapter 1 of this Part, are at least equal to the minimum period of residence in Canada required by the Old Age Security Act for entitlement to the payment of a pension outside Canada, and
 - (b) the spouse's allowance and the guaranteed income supplement shall be paid outside Canada only to the extent permitted by the Old Age Security Act.

ARTICLE XI

If a person is entitled to the payment of a benefit under the Canada Pension Plan, solely through the application of the totalizing provisions of Chapter 1 of this Part, the competent institution of Canada shall determine the amount of the benefit in the following manner:

- (a) the earnings-related portion of the benefit shall be calculated in conformity with the provisions of the Canada Pension Plan, exclusively on the basis of the pensionable earnings credited under that Plan; and
- (b) the amount of the flat-rate portion of the benefit shall be determined by multiplying:
 - (i) the amount of the flat-rate portion of the benefit determined in conformity with the provisions of the Canada Pension Plan

by

- (ii) the fraction which represents the ratio of the periods of contributions to the Canada Pension Plan in relation to the minimum qualifying period required

- (b) le montant de la composante à taux uniforme de la prestation est déterminé en multipliant:
- (i) le montant de la prestation à taux uniforme déterminé conformément aux dispositions du Régime de pensions du Canada

par

- (ii) la fraction qui exprime le rapport entre les périodes de cotisations au Régime de pensions du Canada et la période minimale d'admissibilité à ladite prestation aux termes du Régime de pensions du Canada, mais ladite fraction n'est en aucun cas supérieure à l'unité.

SECTION 3

PRESTATIONS AUX TERMES DE LA LÉGISLATION DU LUXEMBOURG

ARTICLE XII

1. Si une personne peut prétendre à une pension en vertu de la législation luxembourgeoise sans qu'il soit nécessaire de faire application de l'article VIII, l'institution luxembourgeoise calcule, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, la pension correspondant à la durée totale des périodes d'assurance à prendre en compte en vertu de cette législation.

Cette institution procède aussi au calcul de la pension qui serait due en application des dispositions du paragraphe 2 ci-après.

Le montant le plus élevé est seul retenu.

under that Plan to establish entitlement to that benefit, but in no case shall that fraction exceed the value of one.

CHAPTER 3 BENEFITS UNDER THE LEGISLATION OF LUXEMBOURG

ARTICLE XII

1. If a person is entitled to a pension under the legislation of Luxembourg without recourse to Article VIII, the institution of Luxembourg shall calculate, in accordance with the provisions of that legislation, the pension corresponding to the total length of the periods of insurance to be taken into account under that legislation.

The institution shall also calculate the pension which would be payable by applying the provisions of paragraph 2 below.

Only the highest amount shall be taken into consideration.

2. If a person is entitled to a pension under the legislation of Luxembourg, but solely through totalizing the periods as provided in Article VIII, the following rules shall apply:
 - (a) the institution of Luxembourg shall calculate the theoretical amount of the pension to which the applicant would be entitled if all the periods completed in accordance with the legislation of both Parties, when totalized in conformity with paragraph 3 of Article VIII, had been completed exclusively under its own legislation;
 - (b) on the basis of this theoretical amount, the institution of Luxembourg shall then determine the actual amount of the pension prorated according to the length of the periods of insurance completed under the legislation being applied in relation to the

2. Si une personne peut prétendre à une pension en vertu de la législation luxembourgeoise, dont le droit n'est ouvert que compte tenu de la totalisation des périodes prévue à l'article VIII, les règles suivantes sont applicables:

- (a) l'institution luxembourgeoise calcule le montant théorique de la pension à laquelle le requérant pourrait prétendre si toutes les périodes accomplies en vertu des législations des deux Parties, totalisées conformément à l'article VIII, paragraphe 3, avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation;
- (b) sur la base de ce montant théorique l'institution luxembourgeoise fixe ensuite le montant effectif de la pension au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique par rapport à la durée des périodes accomplies sous les législations des deux Parties, totalisées conformément à l'article VIII, paragraphe 3;
- (c) pour la détermination du montant théorique visé à l'alinéa (a) qui précède, l'institution luxembourgeoise met en compte pour les périodes accomplies sous la législation de l'autre Partie:
 - (i) en ce qui concerne le calcul des majorations proportionnelles et des majorations proportionnelles spéciales, la moyenne des salaires, traitements ou revenus cotisables constatée pour les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique et,
 - (ii) en ce qui concerne le calcul des majorations forfaitaires et des majorations forfaitaires spéciales, un montant forfaitaire égal à celui qui serait dû si ces périodes avaient été accomplies sous la législation qu'elle applique.

length of the periods completed under the legislation of both Parties, when totalized in conformity with paragraph 3 of Article VIII;

- (c) to determine the theoretical amount referred to in paragraph (a) above, the institution of Luxembourg shall credit for the periods completed under the legislation of the other Party:
 - (i) with respect to calculating proportional increases and special proportional increases, the average of the contributory salaries, wages and earnings recorded for the periods of insurance completed under the legislation being applied and,
 - (ii) with respect to calculating fixed increases and special fixed increases, a fixed amount equal to that which would be payable if these periods had been completed under the legislation being applied by the institution.

- 3. If a person is entitled to a pension under the legislation of Luxembourg solely through the provisions of Article IX, the periods of insurance completed under the legislation of a third State shall be taken into account when applying paragraph 2 above."

(E) The following text shall be added to Article XXI:

- " 4. The periods of insurance completed under the legislation of Luxembourg before January 1, 1988 by persons who did not during those same periods reside in Luxembourg, shall be considered as periods of residence for entitlement to transitional fixed increases."

3. Si une personne ne peut prétendre à une pension en vertu de la législation luxembourgeoise que compte tenu des dispositions de l'article IX, les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un État tiers sont prises en considération pour l'application du paragraphe 2 qui précède.»

(E) L'article XXI est complété par le texte suivant:

- « 4. Les périodes d'assurance accomplies sous la législation luxembourgeoise avant le 1^{er} janvier 1988 par des personnes n'ayant pas eu en même temps leur résidence au Luxembourg, sont assimilées à des périodes de résidence pour l'obtention des majorations forfaitaires transitoires.»

(F) Le paragraphe II du Protocole de 1986 est remplacé par le texte suivant:

« **Paragraphe II**

1. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation luxembourgeoise en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec des revenus professionnels, ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation du Canada ou s'il s'agit de revenus professionnels obtenus ou d'une activité professionnelle exercée sur le territoire du Canada.
2. Aux fins de l'application du paragraphe qui précède ne sont pas prises en considération les prestations prévues par la législation canadienne qui dépendent d'un examen des revenus.»

(G) Le paragraphe III du Protocole de 1986 est supprimé.

- (F) The following text shall replace paragraph II of the 1986 Protocol:

"

Paragraph II

1. The provisions of the legislation of Luxembourg which provide for the reduction, suspension or cancellation of a pension when it coincides with other social security benefits or with professional income or the exercise of a professional activity shall be applied to a beneficiary even if the benefit is acquired under the legislation of Canada or the professional income is earned or the professional activity is performed in the territory of Canada.
2. For the purposes of applying the preceding paragraph, benefits provided for under the legislation of Canada that are subject to an income test shall not be taken into account."

- (G) Paragraph III of the 1986 Protocol is deleted.

Article 2

- (A) Each of the Parties shall notify the other when the internal procedures required for the entry into force of this Protocol have been completed.
- (B) The Protocol shall enter into force on the first day of the third month following the completion of the notification procedure described in paragraph (A).

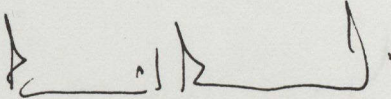
Article 2

- (A) Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Avenant.

- (B) L'Avenant entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit l'accomplissement de la procédure de notification prévue par le paragraphe (A).

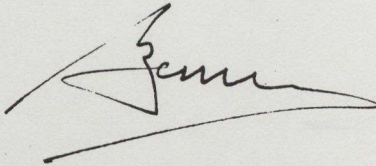
IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Ottawa, this 6th day of February 1992, in the English and French languages, each version being equally authentic.



For the Government of Canada

Benoît Bouchard

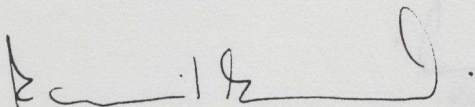


For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg

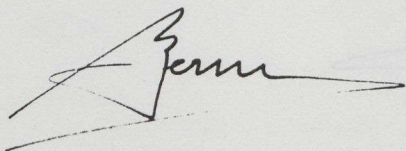
Alphonse Berns

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

FAIT EN double exemplaire à Ottawa, ce 6^e jour de février 1992, dans les langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.



Pour le Gouvernement du Canada
Benoît Bouchard



Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
Alphonse Berns

EN FRANÇAIS

EN FRANÇAIS

EN FRANÇAIS

EN FRANÇAIS

EN FRANÇAIS

EN FRANÇAIS

EN FRANÇAIS

©Minister of Supply and Services Canada 1994

©Ministre des Approvisionnement et Services Canada 1994

Available in Canada through

En vente au Canada par l'entremise des

Associated Bookstores
and other booksellers

Librairies associées
et autres libraires

or by mail from

ou par la poste auprès du

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

Catalogue No. E3-1994/8
ISBN 0-660-59093-X

N° de catalogue E3-1994/8
ISBN 0-660-59093-X

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20008366 8



60984 81800

